



Grève et manifestation mardi 22 mai

**Cheminots, étudiants, fonctionnaires :
Tous ensemble contre Macron et son monde !**

**RDV Insee : 14h, angle du boulevard du
Temple et de la rue Jean-Pierre Timbaud**

Le 22 mai, tous les syndicats appellent les fonctionnaires à une journée de grève et de manifestations pour défendre nos droits et la qualité du service public. Après celui des cheminots, le statut des fonctionnaires est clairement dans le viseur du gouvernement. Face à ces menaces, de premières réactions, parfois virulentes se manifestent d'ores et déjà. Depuis quelques jours, les agents des Finances publiques ont entamé des actions de blocages des centres des impôts, contre la « réorganisation » de leurs services et contre les suppressions d'emplois qui vont avec ⇒ <http://urlz.fr/72Fx>. À terme l'Insee ne sera évidemment pas épargné non plus.

Le 7 mai, les syndicats de la SnCF ont été reçus par Édouard Philippe. Mais désormais il s'agit toujours d'une parodie de « négociations » : tout est déjà plié d'avance, le gouvernement ne lâche rien et dans le même temps il réprime : le 7 mai des cheminots grévistes (notamment de SUD-Rail) ont été gazés, frappés parce qu'ils manifestaient dans les gares parisiennes. Idem quelques jours plus tôt devant le Siège de « LReM ». En dépit d'une routine qui s'installe et en dépit d'une volonté de pourrissement du conflit assez clairement affichée par ce gouvernement, la mobilisation au sein de la SNCF reste au même niveau. Lundi 14 mai, la mobilisation était très forte pour la « journée sans cheminots ». La réunion inter-gares du 14 mai a demandé aux « fédérations cheminotes d'appeler à la grève et à la manifestation le 22 mai, en même temps que la fonction publique, car nos luttes coïncident et doivent se rejoindre » et a appelé « l'intersyndicale à durcir la grève et proposer la reconduction du mouvement dès le 24 Mai par période de 24h décidée dans les AG »

La mobilisation étudiante et enseignante se poursuit elle aussi malgré une répression systématique et scandaleuse. De nombreux sites universitaires restent bloqués, et les annulations d'examens se multiplient.

D'autres secteurs se mobilisent, notamment sur la base de revendications salariales. Comme à Air France où 55 % des salariés ont voté contre le « référendum » patronal orchestré par la direction, ce qui a poussé le PDG à la démission. Mobilisation également à Pôle Emploi où l'ensemble des agents est appelé à se mettre en grève et à se mobiliser le 22 mai.

Un projet destructeur en préparation contre les fonctionnaires :

Le projet d'Emmanuel Macron est consigné dans un « Cap 2022 » à jolies enluminures, l'objectif étant en réalité la refonte profonde (comprendre le profond démembrement) de la fonction publique. Avec quatre chantiers attentatoires à ses différents fondements :

La fin des Chsct (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).

Le gouvernement menace clairement ces instances qui jouent un rôle important dans la défense des conditions de travail alors que les dernières études de la Dares démontrent que les risques professionnels se maintiennent à un niveau élevé.

Davantage de contractuels au détriment des agents titulaires.

Sous couvert de « davantage de souplesse au recrutement » (toujours le même refrain), il s'agit surtout de

d'avantage de souplesse aux réductions d'effectifs potentielles et, plus encore, d'une remise en cause de l'accès par concours et au statut [sur le « modèle » de ce qui s'est fait à la Poste].

Ce mode d'accès est pourtant seul à même de garantir les fonctions de service public de façon pérenne et indépendante, au lieu de ne faire que dans la précarisation de nombreux salariés.

Départs volontaires (120 000 suppressions de postes).

Le gouvernement prend prétexte des « nouvelles technologies » pour justifier le non-renouvellement voire la suppression de postes par milliers, moyennant quoi toutes les fonctions de proximité avec l'utilisateur (guichets...) seront elles aussi sacrifiées. En outre ces suppressions de postes vont fortement dégrader les conditions de travail existantes, certains agents en désaccord avec cette politique façon « R.H » se voyant même « suggérer » de prétendus « plans de reconversion dans le privé » (sic)

Individualisation et rémunération au mérite.

Ici la volonté est de poursuivre à tout crin sur la voie de l'individualisation des salaires. Cette réforme risque fort de favoriser certaines formes de clientélisme, favoritisme, au risque de certaines injustices et au risque de services publics à plusieurs vitesses.

Ce qui est ainsi prôné et est dans les tuyaux équivaut à la casse de pans entiers du service public !

Le gouvernement souhaite que les fonctionnaires fassent des sacrifices pour que les « premiers de cordée » s'en mettent plein les poches, tout ça pendant que le reste des cordées « dévissent »... Selon l'OFCE les 5 % les plus aisés sont d'ores et déjà les grands gagnants des mesures économiques et fiscales de Macron, entre néo-libéralisme et ultra-libéralisme (cf. encore la toute récente suppression de « l'exit-tax »). Ils devraient même capter 42 % des « gains » attendus de ces « réformes » fin 2019, le dernier décile accaparant quant à lui plus de 65 % des « gains » attendus.

Aujourd'hui l'enjeu principal est de faire converger les différents foyers de mobilisation (Sncf, étudiants, fonction publique, Ehpad...). Le 22 mai, la journée de grève doit être massive pour constituer un signal clair, mais cette seule journée ne suffira pas à faire reculer le gouvernement. Il faudra trouver le moyen d'un renouvellement des modes d'action, de telle sorte de faire entrer d'autres secteurs dans cette mobilisation, et afin de rompre l'isolement des secteurs déjà en lutte. Seul un vaste front commun (syndical et politique), qui s'est (enfin) constitué pour de grandes manifestations samedi 26 mai, peut permettre de faire basculer la situation

Seule une mobilisation plus massive, plus imaginative et plus radicale permettra d'instaurer le rapport de force nécessaire. En ce sens nous espérons que nos directions syndicales, au niveau national et interprofessionnel, s'appuieront sur les manifestations du 22 et 26 mai pour appeler à une mobilisation reconductible et plus virulente, voire à une grève interprofessionnelle.

La mobilisation paie. En Allemagne par exemple les agents de la fonction publique ont obtenu une hausse des salaires de 7,5% sur 3 ans, des salaires d'embauche revalorisés de 10% et une prime de 250 € pour les bas salaires. Pour en savoir plus voir par exemple <http://urlz.fr/72GO>

Manifestation mardi 22 mai 14h République - Nation

RDV Insee : 14h angle du boulevard du Temple et de la rue JP Timbaud

Manifestation suivante : « Marée populaire »

samedi 26 mai 14h (lieu à préciser)

à l'appel de nombreuses organisations syndicales et politiques